

Politique étrangère : quelles perspectives pour 2009 ?



L'année 2008 a été marquée par de nouvelles

tensions entre la Slovaquie et la Hongrie qui, depuis l'arrivée au gouvernement du parti nationaliste slovaque en 2006, peinent à créer une politique de voisinage dénuée d'hostilité. Le défi principal de la politique étrangère réside pourtant dans l'apaisement des querelles entre les forces politiques hongroises, qui, quoique unanimes concernant les conflits actuels avec la Slovaquie, sont divisées sur les axes prioritaires de la politique étrangère du pays.

Les relations entre la Hongrie et son voisin nordique se sont beaucoup détériorées à la fin de l'année 2008. Au mois de novembre, la réplique policière contre les supporters hongrois lors d'un match de football entre l'équipe hongroise de Dunaszerdahely et son adversaire slovaque ont fait grand bruit en Hongrie, l'opinion publique ayant jugé disproportionnée et infondée la réaction des forces de l'ordre slovaque.

Le conflit s'est aggravé avec l'adoption en Slovaquie de la nouvelle loi sur l'Éducation selon laquelle les noms propres doivent être écrits en slovaque dans les livres des écoliers hongrois (la décision est hautement symbolique puisqu'il s'agit de noms de lieux ayant longtemps appartenu à la Hongrie). Peu après, une étude démontrant que les écoles slovaques auraient été largement privilégiées lors de

l'allocation des fonds européens (seulement une école hongroise figure parmi les 170 qui ont bénéficié de subventions) est venue compléter la série des différends.

Les rencontres informelles entre les Premiers Ministres ainsi que les propositions du président Sólyom à son homologue lors de leur dernière entrevue, ou encore le dialogue des ministres des affaires étrangères n'ont guère apaisé les esprits. Les partis parlementaires, à l'exception du SZDSZ, ont récemment adopté un décret de douze points dans lequel ils définissent leurs rapports avec la Slovaquie. Ce geste, dont l'impact sera probablement marginal sur les relations particulièrement tendues des deux pays, est en même temps un pas important dans la mesure où il symbolise l'accord des partis sur cette question précise.

Cependant, certains sujets sont toujours très loin de faire l'unanimité. C'était encore récemment le cas des négociations en matière d'investissements énergétiques. Le gouvernement a mené une politique plutôt pro-russe ces derniers temps, ce qui s'est traduit par un accord sur la participation du pays au projet russo-italien „South Stream”, censé augmenter l'approvisionnement de l'Europe du Sud en gaz russe. En même temps, et non sans contradiction, la Hongrie prétend participer au projet du gazoduc Nabucco par lequel les pays de l'Europe occidentale ainsi que les Etats-Unis espèrent diversifier leurs sources d'énergies et diminuer leur dépendance envers la Russie. L'opposition, plus en faveur d'une politique étrangère pro-occidentale que russophile a qualifié d'irresponsable cette politique de bascule du gouvernement également vue d'un mauvais oeil par certains partenaires européens.

La représentation des intérêts hongrois en Roumanie commence également à être de plus en plus affectée par la rivalité des forces politiques hongroises. Le RMDSZ, qui était depuis longtemps le seul parti hongrois présent dans la vie politique roumaine, doit désormais faire face à la concurrence du MPP (Magyar Polgári Párt), le Parti Civique Hongrois, considéré comme proche du Fidesz. Le MPP a été enregistré en janvier 2008 par le parquet et s'est déjà présenté aux élections municipales roumaines en septembre. Mais faute de popularité lors de ce scrutin, ils ont décidé de ne pas présenter de candidats aux élections législatives fin novembre. Le RMDSZ a quant à lui conservé ses 22 sièges à la Chambre des Députés et aura 9 places au Sénat (contre 10 jusqu'ici), mais il a dû quitter le gouvernement comme le souhaitait le parti social-démocrate, vainqueur des législatives. Jenô Szász, chef du MPP n'a pas tardé de lancer une pique à son rival en déclarant que le RMDSZ avait reçu ce qu'il méritait puisque c'était lui qui avait trahi l'alliance avec les sociaux-démocrates en 2004... La rivalité des leaders politiques risque de perdurer dans les

années à venir, sans doute pas au profit des intérêts des 1,4 million de Hongrois qui vivent aujourd'hui en Roumanie.

Au cours de l'année 2009 la Hongrie continuera par ailleurs de préparer l'exercice de la présidence tournante de l'Union européenne que le pays assurera dans la première partie de l'année 2011. Le trio présidentiel que formeront l'Espagne, la Belgique et la Hongrie sera en exercice à partir de 2010, mais leur programme commun doit être présenté au Conseil européen dès le mois de novembre 2009. D'après Gábor Iván, secrétaire d'État auprès du Ministère des affaires étrangères, les préparations ont commencé dès 2007 et sur les 800 spécialistes qui seront employés pour la présidence hongroise, 600 ont déjà été sélectionnés. La Hongrie a d'autant plus de raisons d'anticiper cette échéance qu'en 2010 des élections présidentielles, législatives et municipales seront organisées dans le pays, ce qui pourrait ralentir ou rendre la préparation plus difficile. L'une des priorités communes du trio sera le paquet « Energie-Climat » et la Hongrie ne cache pas son espoir de voir la Croatie intégrer l'Union européenne au cours de sa présidence.

Anna Bajusz

•
Catégorie
Agenda Culturel